

Revue *Autrepart*, décembre 2008

***Les mondes post-communistes
Quels capitalismes ? Quels sociétés ?***

Cécile Batisse et Monique Sélim

Baptisé « le siècle des communismes » [Dreyfus M. et al., 2000], le XXème siècle aura été marqué par l'émergence, le développement mais aussi la fin de ce système politico-économique de courte durée qui continue à déchaîner des passions dénonciatrices du totalitarisme, mais garde aussi quelques fidèles nostalgiques de l'incise utopique qu'il aura incarné dans l'histoire de longue durée du capitalisme. Sous un étendard à l'origine unique, les sociétés auront de fait connu une pluralité de mises en oeuvre du communisme, se déployant dans des voies théoriques autonomes et antinomiques, subissant des évolutions contrastées, en rupture, sous l'effet des contraintes du moment. Autosuffisance, autogestion, primauté aux ouvriers ou aux paysans, destruction des villages ou renvoi généralisé à la campagne, urbanisation ou ruralisation exclusives, les communismes passés dans leurs radicalités pionnières se donnent à voir comme une mosaïque de tentatives d'expérimentations et d'échecs contradictoires, à décrypter du double point de vue des politiques publiques et des visions des acteurs.

L'intégration dans l'économie mondiale des anciens pays communistes représente un enjeu considérable, modifiant durablement le paysage mondial. Cette introduction examinera tout d'abord les grandes lignes économiques de ce passage, avant de se tourner vers ses dimensions sociales. Le passage de ces pays au capitalisme s'est traduit par la mise en place de transformations structurelles profondes, de réformes colossales, sans précédent historique. Les gouvernements de ces pays ont avant tout mené des réformes de stabilisation macro-économique et de restructuration micro-économique. La mise en oeuvre de ces stratégies a été variable selon les pays. Un premier clivage politique opposa partisans de la « thérapie de choc » et partisans du « gradualisme » ; la première ayant fait le succès économique de la Pologne et l'échec de la Russie, la seconde, le succès de la Chine et l'échec de la Roumanie. Si pour tous les pays la libération des prix et du commerce extérieur étaient inévitables, leur transformation structurelle est longue à mettre en oeuvre. On peut là critiquer le « consensus de Washington » qui faisait du triptyque « libéralisation, stabilisation, privatisation » la clé des réformes de la transition des pays post-communistes, en particulier ceux d'Europe de l'Est. Le Vietnam et la Chine ont quant à eux entrepris d'ambitieuses transitions au caractère singulier : la transformation de l'économie de leur pays par le biais de la libéralisation du marché, sans modifier pour autant leur structure politique centralisée.

Certains pays ont ainsi réussi à tirer avantage de cette transformation. La formidable croissance économique de la République Populaire de Chine depuis la mise en place des réformes et le passage progressif à l'économie de marché est indéniable. Cette croissance durable depuis 30 ans est remarquable dans l'histoire même au regard des autres pays émergents d'Asie. Le niveau de vie moyen de la population a augmenté, alors que la proportion de sa population vivant en-dessous du seuil de pauvreté (moins de 1 dollar par jour) a considérablement diminué, même si elle repart à la hausse depuis 2004 au niveau national. Cependant, les pays et les régions n'ont pas tous profité dans la même mesure de leur passage d'une économie planifiée à une économie de marché. Les résultats ont été inégaux en Amérique latine. Les pays d'Europe orientale ont connu, à la suite de l'effondrement du communisme, une crise profonde que certains ont mis beaucoup plus de temps que d'autres à surmonter. Parmi les pays d'Europe centrale, seuls la Pologne, la Slovaquie, la Hongrie, la République Tchèque ont dépassé le niveau de croissance qu'ils affichaient avant la chute du mur. En Europe du Sud-Est et au sein de la Communauté d'États indépendants (CEI), si quelques pays ont retrouvé leur niveau de croissance de 1990, la désagrégation de l'empire soviétique et de l'ex-Yougoslavie a entraîné un déclin sensible des niveaux de vie moyens et l'apparition de vastes zones de pauvreté dans cette région. Ainsi, les pays du dernier élargissement européen vont sans doute à terme converger vers le niveau de vie et le mode de production des pays de la « vieille Europe », mais il est possible en revanche que les trajectoires économiques esquissées par d'autres pays en route vers l'économie de marché (Europe du Sud-Est, CEI) ne les enferment

dans un sous-développement durable. Ces diverses expériences témoignent du caractère profondément différencié des sociétés dites post-communistes.

Jusqu'alors, les efforts de développement des pays communistes s'orientaient vers une politique d'industrialisation, et en particulier de développement de l'industrie lourde, se faisant au détriment du secteur primaire et se traduisant par une accumulation importante de capital physique. La planification centrale et la propriété publique des moyens de production impliquaient que les entités de production étaient, soit propriété de l'État, soit entreprises collectives. Ce système socialiste se traduisait par plusieurs caractéristiques communes. La première était l'absence d'autonomie des entreprises. Le marché du travail était inexistant, car l'allocation du travail et la détermination des salaires étaient du seul ressort de l'État, dont l'objectif était de limiter le chômage et d'offrir un emploi à vie. Les entreprises publiques avaient par ailleurs un rôle social à jouer. Il y avait également une répartition égalitaire des salaires sans tenir compte des résultats financiers et de la productivité, la contrepartie étant une faible productivité et un sous-emploi élevé. Le commerce était le monopole d'État et les prix étaient artificiellement fixés par le gouvernement central. Les pays post-communistes partageaient également d'autres caractéristiques communes essentielles comme un taux d'alphabétisation élevé, une large proportion de leurs habitants dotés d'une instruction secondaire, voire supérieure, et un volume important de compétences techniques. Cette accumulation de capital humain est concomitante à un système de planification centralisée qui assurait des services d'éducation et de santé publics pour tous durant 50 à 70 ans. À noter aussi que la plupart de ces pays enregistraient un fort taux de participation des femmes à la population active.

Contrairement à la plupart des pays en développement, les anciens pays communistes avaient un secteur social déjà bien développé avant que la « transformation » ne commence. Leurs systèmes de sécurité sociale couvraient les mêmes risques que les régimes d'assurance sociale et les programmes de transferts en vigueur dans les pays développés, et des ressources très substantielles étaient allouées aux soins de santé et à l'éducation. Mais les institutions de ces pays n'étaient pas pour la plupart adaptées aux mécanismes d'incitation propres à une économie de marché et mal préparées à supporter les pressions liées au passage vers ce type de société. Les institutions et les politiques sociales en place ont été fortement mises à mal par la transformation du système. C'est ainsi dans le champ social que se sont manifestés avec la plus grande ampleur les troubles associés à la chute du communisme. Si l'on regarde du côté de l'ancien empire soviétique, ceux-ci ont connu une intensité et une durée non négligeables.

Ces pays ont, pour la plupart, connu une forte inflation et l'apparition du chômage avec notamment la restructuration des grandes entreprises d'État. Pièce essentielle d'une politique visant généralement à l'amélioration des performances économiques par la modification des conditions de l'allocation des ressources, la privatisation des entreprises étatiques a eu des conséquences sociales importantes. L'absence de restructuration préalable à la privatisation qui aurait incité les administrations à continuer à assumer leur rôle dans le règlement des questions sociales (retraites, accès aux soins, à l'éducation...) a considérablement réduit les budgets consacrés notamment à la santé et à l'éducation. Par ailleurs, plusieurs administrations centrales ont délégué une partie de leurs pouvoirs aux collectivités locales à travers la décentralisation, lesquelles ne disposaient pas davantage du budget requis pour leur entretien. Bon nombre de pays post-communistes n'ont toujours pas aujourd'hui les ressources financières nécessaires pour entreprendre les investissements qui s'imposeraient en matière de capital humain et physique, d'infrastructures publiques, de soins de santé de base et de systèmes de protection sociale, pour que les pertes liées à la transformation politico économique soient surmontées. On a vu ainsi se développer les revendications salariales des travailleurs tentant de s'adapter à ce nouveau contexte. Pourtant, dans les économies post-socialistes européennes, contrairement aux économies socialistes asiatiques, la chute de l'idéologie communiste a précédé le processus de transformation économique. On a assisté à l'évolution des mentalités et à la volonté d'une intégration dans le monde occidental voisin. Aujourd'hui, si la majorité des habitants de ces pays d'Europe de l'Est ne remet pas en cause le changement de système, elle estime, pour une large part, que les pertes liées à la transformation politico-économique sont supérieures aux gains. Une partie de la population estime avoir perdu en qualité et niveau de vie. L'explosion des inégalités régionales et individuelles a en effet accompagné le post-communisme.

Dans cette trajectoire commune des anciens pays communistes vers les normes capitalistes, différents cheminements qui n'ont pas tous eu la même importance symbolique et concrète apparaissent ; tentons donc de nous repérer dans leur foisonnement.

Ainsi, à partir de la fin des années 70 la pression économique se fait si forte sur les pays communistes d'Asie dont les populations survivent dans une pauvreté endémique et coupées du monde extérieur qu'une nouvelle formule se dégage, initiée par la Chine : le "socialisme de marché", bientôt repris en 1986 par le Laos et le Vietnam puis bien plus tard par la Corée du Nord et Cuba. De son côté, l'URSS

amorce une libéralisation politique qui se conjuguera avec sa chute entraînant celle de tous les régimes d'Europe de l'Est, où l'économie s'était stabilisée, et fournissait aux populations un niveau de vie relativement acceptable. En Afrique les essais communistes ne dépassent généralement pas quelques années et s'inspirent des solutions prônées par l'un ou l'autre des leaders, tel Madagascar qui se tournera vers la Corée du Nord avec laquelle des échanges intenses mais courts se nouent. Durant près de 20 ans le socialisme de marché aura été affiché comme une sorte de solution de sauvetage du communisme. Il mérite qu'on s'y arrête dans la mesure où sa dynamique interne enclenche résolument les mutations ultérieures, non seulement pour les sociétés qui le mettent en œuvre mais aussi au niveau global. Il devient en effet le paradigme d'une "transition" mythique.

Le "socialisme de marché" se présente tout d'abord comme une contradiction dans les termes, en associant communisme et capitalisme, jusqu'alors opposés par les blocs théoriques en jeu. Alliance paradoxale, voire création tétalogique si on le rapporte à l'histoire des idées, le socialisme de marché paraît en revanche du point de vue endogène une tentative concrète de remédier à des impasses et des blocages réels. L'éradication du marché n'a d'ailleurs jamais été absolue dans les processus de développement communiste jusqu'à la fin des années 70 ; réintroduit en URSS peu de temps après la révolution de 1917 à travers la célèbre NEP, le marché fait périodiquement retour à des moments différents dans les politiques des diverses sociétés communistes. Si sa disparition est programmée dans un horizon autant magnifié qu'indéfini, il n'est jamais totalement absent sauf dans les phases d'intense collectivisation.

D'une manière générale il fonctionne comme une arme de négociation des États face aux mécontentements des populations et lors des disettes trop sévères. Le marché, ponctuellement et localement autorisé, reste donc une soupape de sécurité, de moins en moins condamné par les partis communistes au pouvoir avant 1980, avec bien sûr des exceptions, tel le Cambodge des années 70-75 qui plonge dans une régression létale de l'autosubsistance agricole. Symbole même de l'échange marchand qu'il codifie et encadre, l'agent n'est en outre jamais radicalement abandonné dans les pays communistes, sauf encore dans des zones spécifiques et à des moments précis telle la zone dite "libérée" au Laos durant la guerre menée avec le Vietnam contre les États-Unis. Selon les pays, le travail est rémunéré entièrement ou partiellement en tickets et/ou en points à échanger contre des denrées de première nécessité ; aussi minime soit-elle, une part du salaire est fréquemment versée en argent. L'impossibilité d'une fermeture complètement efficace des sociétés conduit de surcroît à une circulation cachée de devises qui de fait constitue une conservation des rapports marchands. Côté troc, qui opère aux plans micro et macro social et aussi entre pays, l'argent par sa rareté même surmonétarise l'obtention de privilèges convoités qu'il s'agisse de passeports ou de sorties de territoire, de soins de santé ou de biens inaccessibles localement.

Au regard de ces données, le "socialisme de marché" légitime une sorte de troisième voie entre communisme et capitalisme. Mais il traduit avant tout la fin de l'enfermement sur lui-même du monde communiste, au sein duquel en revanche les échanges économiques, idéologiques, culturels et politiques étaient innombrables, faisant voyager les acteurs pour leur formation d'un pays à un autre aussi éloignés et différents soient-ils. Ainsi, si les cadres du parti communiste laotien font dans les années 75-80 des stages politiques dans le Vietnam proche – dont l'élite du parti est allée elle-même en 50-60 comprendre ce qu'était la révolution agraire en Chine –, en revanche les futurs techniciens laotiens sont envoyés en Tchécoslovaquie, en Roumanie ou en Bulgarie pour découvrir à leur retour qu'il leur manque tout pour mettre en œuvre leurs connaissances, telle cette conductrice de grue..... sans grue disponible à Vientiane. Corollairement des émissaires des pays communistes vont enseigner en Afrique, là où une orientation socialiste se dessine, les rudiments pratiques ou suppléer aux manques, tels les médecins cubains au Congo, les vietnamiens en Algérie, les soviétiques en Guinée équatoriale, etc. Au sein de la globalité communiste, immense en dépit des fractures successives qui l'affectent, (Albanie, Roumanie, Corée du Nord, Chine, etc.), les flux étaient donc incessants dépassant les frontières et les entités nationales au nom d'une conception à la fois universelle et internationaliste de l'humanité.

Le "socialisme de marché" transforme de fond en comble cette architecture binaire qui interdisait, hors d'une surveillance rapprochée, les allers et retours entre les deux mondes séparés du communisme et du capitalisme. Pour tous les habitants des pays communistes il signifie donc en premier lieu la possibilité d'une interpénétration inédite : au Laos comme au Vietnam sa première traduction, très concrète, le désigne comme "l'ouverture des portes". Cette ouverture est cependant à double tranchant et révèle vite sa virtualité intrinsèque devant le pouvoir irréfragable de l'argent : la sortie du territoire et l'exploration des pays autres ne sont accessibles que moyennant finance et l'enfermement subi, faute de ressources, n'en est que plus difficilement supportable.

Les slogans étatiques partent de la Chine et encouragent partout les populations à s'enrichir puisque l'enrichissement individuel est identifié à celui du pays et par la même au développement. Le petit commerce et l'entrepreneuriat fleurissent donc sous le regard bienveillant des États-Partis et émerveillé des visiteurs occidentaux qui saluent cette reprise économique comme un triomphe contre l'adversité passée. Au cœur même des pays communistes un nouvel héroïsme s'élabore qui consacre la richesse matérielle, la consommation et l'ostentation des biens et en fait des valeurs au sens plein du terme. Dans le Vietnam de la fin des années 90, au sein des quartiers populaires où subsistent avec beaucoup de difficultés tous les licenciés des entreprises publiques, les chômeurs, les retraités avec ou sans pension, on contemple avec autant de stupéfaction que d'envie et de désir l'avènement du consumérisme. "Imiter les riches" devient un nouveau programme personnel et collectif et chacun espère pour ses enfants ou pour lui-même dans une autre vie atteindre cette jouissance inédite. Les premiers à s'enrichir sont en effet les membres du Parti et l'imitation s'inscrit dans une logique incorporée de soumission à l'État et à ses représentants. Que l'élite administrative profite en premier des transformations de l'économie ne saurait surprendre : le même mécanisme est à l'œuvre en Chine, au Laos, au Vietnam où la détention du capital politique permet l'accumulation du capital économique.

Dans la mesure où le monopole du Parti reste intact, le processus de polarisation politico-économique est enclenché pour une durée longue et il perdure aujourd'hui. Ses conséquences sont multiples : croissance économique, renforcement du Parti où les entrepreneurs rentrent en héros selon les célèbres "trois représentativités" chinoises, corruption galopante et indomptable en dépit des peines exemplaires encourues, surexploitation de la main-d'œuvre réduite à une force de travail nue sans recours, démultiplication des inégalités et montée des mécontentements, des frustrations et des rebellions collectives. Les populations entrent en effet avec une extrême rapidité dans l'ère de la société de consommation, de fait sans transition à l'instar des démocraties industrielles, qui baptisent précisément cette période de "transition" jusqu'à fonder une sous-branche d'expertise dénommée la "transitologie". Cette transition supposée associer capitalisme et démocratie – qui, pour cette dernière n'est nulle part au rendez-vous – reprend et inverse le terme auparavant en usage dans les représentations marxistes qui entrevoyait le communisme comme l'objectif lointain d'une longue transition. La transition présente se dévoile plutôt comme une nouvelle croyance – tout comme la précédente – et le messianisme qu'elle nourrit s'appuie sur une pédagogie à l'économie de marché simplifiée à l'excès et enseignée de façon caricaturale par ses nouveaux missionnaires. En effet le capitalisme s'est bien implanté dans l'ensemble des pays du "socialisme de marché", engrangeant d'énormes succès du point de vue des indicateurs macroéconomiques, et ce malgré les tensions sociales. Même pour ceux dont la misère apparaît beaucoup plus insupportable que par le passé, en raison du nouveau spectacle de la richesse qui s'étale sous leurs yeux et leur fait appréhender leur "retard", le sentiment d'avancer dans une voie inéluctable, en dépit des souffrances qu'elle engendre, est observable. La satisfaction d'arriver peu à peu à "rejoindre" les pays capitalistes fortifie en outre les fiertés nationalistes. Le "socialisme de marché" ayant débouché sur un capitalisme parfois qualifié de "sauvage" car sans réelle régulation, l'hypothèse s'affirme progressivement que les pays concernés seraient désormais parvenus à une phase post-communiste. Dans cette perspective les Partis communistes au pouvoir constituent des États autoritaires, dont la spécificité est négligeable et l'association entre croissance économique et dictature s'aligne sur des modèles antérieurs connus et étudiés tel le Chili de Pinochet. Des arguments de type différent pèsent en faveur de cette analyse qui met l'accent sur le caractère révolu du communisme. Tout d'abord la production idéologique des États-Partis a énormément changé, abandonnant, à des degrés divers selon les cas, les anciennes phraséologies millénaristes. Des termes tombent en désuétude comme la "lutte des classes" que le parti communiste chinois a officiellement enterré au cours de son XVIIe congrès en 2007, lui préférant la "société harmonieuse" soit l'alliance et l'unité de tous. Plus ou moins abondante, la production idéologique qui vise à légitimer les gouvernements en place, est d'autre part désormais confrontée aux autres sources d'information internes et externes même lorsqu'elle tente de les censurer. D'une part elle a perdu sa dimension de phare en raison de la multiplicité des connaissances qui affluent, d'autre part elle ne convainc plus autant et sur le même mode, la schizophrénie entre ses messages et la réalité concrète étant de plus en plus grande. Fréquemment perçue comme mensongère ou décalée, elle ne suscite l'adhésion que sur des segments précis dont les acteurs vont s'emparer pour consolider leurs stratégies ou encore rêver d'un autre monde. Ainsi en va-t-il des mots d'ordre d'"enrichissement" un peu partout, ou d'"harmonie sociale" en Chine qui résonne profondément dans le capital symbolique et culturel partagé. Du point de vue des populations, l'idéologie communiste appartient bien au passé, voire est dépassée et des chercheurs locaux se lancent de leur côté, par exemple en Chine, dans l'étude des caractéristiques du post-communisme présent. A un autre niveau,

si les excès du développement capitaliste des pays concernés ont pu être dénoncés comme consubstantiels à la nature des États-Partis en place, l'accusation s'affaiblit aujourd'hui devant l'ensemble des crises que provoque la globalisation du capitalisme dans les démocraties industrielles comme ailleurs et l'expansion d'une criminalité économique qui n'épargne plus aucun pays. Parce que la dérégulation qui affecte le capitalisme est mondiale, ses déclinaisons dans les pays gouvernés par des partis communistes se banalisent. Ainsi, l'idée même d'une "transition" s'effondre devant l'ampleur des phénomènes négatifs partagés et l'importance fondamentale que revêtent les réseaux transnationaux et globalisés qui les autorisent.

Il reste néanmoins à confronter ce post-communisme des pays gouvernés par des États-Partis qui conservent leur dénomination de communiste, aux configurations des sociétés qui ont changé de système politique, l'ex-URSS fragmentée en de multiples républiques indépendantes et ses ex-satellites européens. Le terme de post-communisme a ici la portée d'une description objective même lorsque les anciens partis communistes sont revenus au pouvoir sous d'autres noms. Les situations sont marquées par une grande diversité qui n'occulte pourtant pas que dans plusieurs cas - Russie en tête et Asie Centrale (Ouzbékistan, Kazakhstan, Kirghiztan, Turkménistan, Tadjikistan) – les régimes sont loin de répondre à la qualification de démocratie. Des formes d'États-Partis ont resurgi en particulier en Asie centrale où les dictatures fleurissent accompagnées de cultes de la personnalité délirants comme au Turkménistan du Turkmenbachi qui avait rebaptisé chaque mois de l'année du nom d'un des membres de sa parenté. La dimension répressive de l'État s'accroît en Russie où les médias et les ONG ont de plus en plus de mal à s'exprimer et à agir. Enfin, l'accaparement des richesses par les élites au pouvoir et les malversations politico-économiques sont omniprésentes. Ce constat pose autant de questions au sociologue qu'à l'économiste, à l'anthropologue qu'au politiste. Le renversement des régimes communistes n'a pas débouché sur des démocraties capitalistes correspondant aux normes édictées et l'appauvrissement de larges couches de la population est notable conduisant à des élans nostalgiques irrépressibles portant aux nues le passé communiste enjolivé. Dans les républiques d'Asie Centrale ces sentiments sont d'autant plus forts que les populations ont l'impression d'avoir déchu d'un empire prestigieux – l'URSS – et d'être littéralement tombées dans les cloaques d'indépendances jamais revendiquées, qui se referment sur eux comme des prisons. Les nouvelles frontières, l'effondrement économique, le chômage, le manque de revenus rendent impossible la circulation entre les pays alors que les voyages et les échanges étaient autrefois incessants. Les constructions identitaires et nationalistes que les États indépendants tentent de forger accentuent encore l'isolement des habitants. Du point de vue des acteurs – marqués par un habitus autoritaire – les deux types de post-communisme diffèrent donc sensiblement : d'un côté, là où les États-Partis communistes se sont faits les initiateurs du capitalisme qu'ils gèrent, la perception que l'avenir s'améliorera progressivement domine ; de l'autre les représentations sont plus hétérogènes entre les contextes nationaux, et entre les couches sociales, donnant à voir des paysages très contrastés.

La réalité sociale de la transformation post-communiste pousse donc à revenir sur une vision au départ fortement idéologique du changement de système. Il n'y a pas eu de généralisation d'un modèle universel démocratique et libéral. La simultanéité de la transformation du système politique, économique et social, cumulée aux spécificités du communisme et à la diversité des sociétés concernées, ont produit des situations très diversifiées et complexes. Il est nécessaire de prendre en compte les effets du passé car « l'histoire compte », la diversité des chemins empruntés pour sortir du communisme et d'analyser la manière dont les anciennes structures survivent dans les nouvelles.

C'est pourquoi, bien que les articles réunis dans ce volume pointent souvent les aspects les plus dévastateurs des changements économiques, ils poussent à éviter le piège qui consisterait à enfermer la réflexion dans la dualité communisme/capitalisme. En effet, nous avons précédemment souligné combien le marché et l'argent sont déjà présents dans les univers communistes à leurs débuts. Le partage du monde en deux camps fut politique avant d'être économique. Aujourd'hui dans le cadre de l'expansion sans limites du capitalisme maintenir la fiction d'une binarité perd tout sens et il convient plutôt d'analyser la variété des contextes post-communistes sans perdre de vue les convergences politiques qui se dessinent au-delà de l'affichage officiel des régimes. Le communisme qui revendiquait à ses origines la "dictature du prolétariat" a durablement influé sur les attitudes des acteurs face au pouvoir. La domination politique forgée a imprimé des modes de soumission durables, difficiles à déstabiliser. Mais il faut souligner que cette domination politique a été prise dans des processus d'instrumentalisation continuellement remis en cause par des séries de contradictions variant selon les périodes. L'histoire de la Chine communiste en est sans doute le meilleur prototype : l'État et le Parti ont été régulièrement l'objet de mouvements d'attaques et de reconstruction (tels les

Cent Fleurs, la révolution culturelle) et les campagnes politiques ont changé à peu près tous les dix ans d'objectifs. La volonté de correction des injustices collectives et des fautes individuelles est un trait constant des prémisses révolutionnaires et là encore la Chine est exemplaire, montrant les efforts « d'introspection » et de « critiques » imposés aux militants. L'habitude de la domination politique constitue par ailleurs un atout certain pour le déploiement du capitalisme dans la gestion de la force de travail, comme on peut l'observer au Vietnam mais surtout spectaculairement en Chine dans l'emploi des migrants jusqu'il y a peu de temps démunis de tous droits. Les mines, les briqueteries, la construction, les usines textiles ont régulièrement défrayé la chronique par les abus de pouvoir et l'inhumanité du traitement des ouvriers. Le "socialisme de marché" aura finalement fonctionné comme un passeur dans la généralisation du capitalisme. Sa fugacité même enlève toute substance à l'idée d'une « transition » à un fonctionnement capitaliste régulé qui maintiendrait un équilibre entre profit et politiques sociales.

De nouvelles recompositions des forces sont à prévoir dans l'avenir.

L'ambition du présent volume n'est pas de rendre compte de manière exhaustive de la pluralité des situations concrètes et des analyses des post-communismes. Elle est néanmoins d'en fournir un échantillon modeste mais représentatif à travers les textes réunis ici d'économistes, de sociologues, d'anthropologues, de géographes et d'historiens. Le lecteur voyagera donc entre l'Ethiopie et la Roumanie, la Bulgarie et le Vietnam, Cuba, la Russie et l'Asie Centrale. Ce petit kaléidoscope l'aidera à mieux percevoir au regard d'un passé encore proche la complexité de l'organisation mondiale actuelle dont l'unification sous l'angle des règles du marché avance à pas rapide mais non sans soubresauts, résistances et obstacles.

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

ANDREFF W. [2006], La transition vers le marché et la démocratie. Europe de l'Est, Europe centrale et Afrique du Sud, sous la direction de Wladimir Andreff, Editions La Découverte.

BATISSE C. [2005], « Localisation des industries manufacturières et déséquilibres spatiaux », Perspectives Chinoises, n°89.

BATISSE C., BRUN J.F. et RENARD M.F. [2005], « Globalization and the Growth of Chinese Cities », in F.Wu Cities in Transitional Economies and Urban China.

BAUMANN E., BAZIN L., OULDAHMED P., PHELINAS P., SELIM M. et SOBEL R. [2007], La mondialisation au risque des travailleurs, L'Harmattan.

BAUMANN E., BAZIN L., OULDAHMED P., PHELINAS P., SELIM M. et SOBEL R. [2008], Anthropologues et économistes face à la globalisation, L'Harmattan.

BLANCHARD O., DORNBUSCH R., KRUGMAN P., LAYARD R., SUMMERS L. [1991], Reform in Eastern Europe, MIT Press.

BLANCHARD O., FROOT K.A., SACHS J.D. [1994], The transition in Eastern Europe, University of Chicago Press.

BRAITHWAITE J., GROOTAERT C. et MILANOVIC B. [2000], Poverty and Social Assistance in Transition Countries, Palgrave, Londres.

DREYFUS M., GROppo B., SERGIO C., FLOM I., LEW R., PENNETIER C., PUDAL B. et WOLINKOW S. [2000], Le siècle des communismes, Edition de l'Atelier.

HINTON W. H. et MAYOR J.R. [2000], Fanshen : la révolution communiste dans un village chinois, Réédition poche.

NAUGHTON B. [2007], The Chinese Economy: Transitions and Growth.

NGO THIMINH-HOANG [2007], Funlio dans la tourmente de la réforme agraire, 1946-1950, Riveneuve éditions.

SELIM M. [2003], Pouvoirs et marché au Viêt Nam, Tomes 1 et 2, L'Harmattan.

STIGLITZ J.E. [2002], La grande désillusion, Fayard.

WILD G. [2001], Economie de la transition : le dossier, Document de travail, CEPIL, n°08, Octobre.